

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES****COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

du

van

MERCREDI 09 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 09 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 04 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Questions jointes de

- M. Patrick Moriau au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Égypte" (n° 2484)
- M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'intervention des Affaires étrangères dans le contexte de la révolte en Égypte" (n° 2488)
- M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la révolution populaire égyptienne" (n° 2529)
- M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les troubles sociaux dans les pays arabes" (n° 2544)
- Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Égypte" (n° 2581)
- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attitude de la Belgique à l'égard de la Tunisie, de l'Égypte et d'autres pays de la région" (n° 2628)
- M. Olivier Maingain au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les mesures envisagées en vue de soutenir le peuple d'Égypte et ses revendications" (n° 2652)

01.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Il est temps que l'Union européenne s'interroge sur sa politique à l'égard du monde arabe. Selon moi, ce monde constitue une bombe à retardement sur le plan démographique et un quasi-cimetière sur le plan économique et il est en outre marqué par une énorme fracture sociale entre pauvres et riches. J'y vois aussi des autocraties politiques et même des dictatures.

Quand je considère les instruments que l'Union européenne a mis en œuvre depuis 1995 dans le cadre de sa relation avec le monde arabe – l'Union euro-méditerranéenne par exemple – je me demande si nous avons bien mené une politique adéquate.

Nous devons adapter nos instruments afin d'en augmenter l'incidence sur les développements économiques, sociaux et démocratiques de la région.

Les événements récents ont démontré deux choses: la population arabe – et plus particulièrement les jeunes – ose s'insurger contre les autocraties au pouvoir et les fondamentalistes ne constituent plus la seule alternative pour ces autocraties. Nous avons trop longtemps considéré qu'il fallait choisir entre l'autocratie ou l'islam radical.

Je me fais toutefois du souci à propos de la guerre d'usure en Égypte. J'accorde aussi peu d'importance aux gestes faits par le régime que les manifestants sur la place Tahrir. Je crains que nous nous engagions en fait dans la voie d'un régime "Moubarak bis". Si l'Union européenne tolère cette situation, les forces démocratiques saines qui ont pointé le bout du nez en Égypte le reprocheront vivement à l'Europe. C'est pourquoi je demande au ministre d'envoyer des signaux clairs en déclarant que nous voulons voir de vrais changements en Égypte.

L'ambassadeur égyptien dans notre pays a-t-il déjà été interpellé à propos des violations des droits de l'homme commises ces dernières semaines à l'égard des manifestants, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme? Entre parenthèses, je n'ai toujours entendu aucune condamnation officielle de la bouche du ministre Vanackere.

Enfin, c'est le moment d'encourager Israël – qui suit certainement les événements dans la région avec une grande attention – à s'engager plus que jamais dans le processus de paix avec les Palestiniens.

01.02 Denis Ducarme (MR): Je suis content que le ministre réponde à nos questions aujourd'hui et je remercie le président de cette commission d'être intervenu jeudi en plénière pour que nous puissions avoir un écho du positionnement belge à l'égard de la révolution égyptienne.

Qu'en est-il des expatriés belges? Combien sont-ils dans les villes où il y a eu des émeutes et où la tension reste grande?

Que savez-vous des touristes? Comment leur avez-vous assuré un retour rapide? Quelles sont les informations, en dehors de celles des médias et du site des Affaires étrangères, concernant les départs touristiques?

La diplomatie européenne a-t-elle pris des initiatives à l'instar de la diplomatie américaine, très présente dans les médias? Quelles sont les propositions en matière de coopération? Quel est l'état des représentations diplomatiques belge et européenne en Égypte?

Quelles actions de prévention votre département a-t-il accomplies et envisage-t-il de mener, si la situation se détériore, en faveur de nos compatriotes vivant sur place? Leur conseille-t-on une démarche particulière?

Je me pose la question qui se trouve posée par un article du journal *Libération* disant que la révolution n'est pas nécessairement la démocratie. Les Frères musulmans ne semblent pas avoir une approche plus positive, en termes de démocratie, que celle du président toujours en place, M. Moubarak.

Quelles sont vos informations quant à l'implication des Frères musulmans dans le cadre de l'Égypte nouvelle?

01.03 Alexandra Colen (VB): Pendant des décennies, les autocrates comme Moubarak et Ben Ali ont été considérés comme des alliés par l'Occident. Nous entretenions des relations économiques et politiques avec ces régimes jusqu'à ce que la révolte populaire éclate. Le peuple proteste haut et fort contre la situation économique et sociale déplorable, la montée des prix alimentaires et le fort taux de chômage.

Avant ces soulèvements populaires, nous n'avons entendu ni les États-Unis ni l'Europe lancer un appel aux leaders égyptien, tunisien et d'autres pays de cette région pour qu'ils engagent le dialogue avec l'opposition dans leurs pays.

L'un de nos ministres des Affaires étrangères aurait-il jamais, au nom de l'UE ou en notre nom, lancé un tel appel? Dans l'affirmative, à qui cet appel a-t-il été adressé et quel en a été le résultat? La Belgique a-t-elle entretenu, avant l'éclatement des révolutions, des contacts avec la société civile en Égypte, en Tunisie ou dans d'autres pays de la région où l'effervescence croît? Qui fait partie, en réalité, de cette opposition contestataire? Quelle est la position du gouvernement belge à l'égard des Frères musulmans? Le ministre craint-il qu'à l'instigation des Frères musulmans la violence et la discrimination s'amplifient à l'égard des tenants d'autres confessions religieuses comme les coptes?

Est-il vrai que les Frères musulmans ont été invités au dialogue par le gouvernement égyptien mais pas les coptes? L'Union européenne ne pourrait-elle insister auprès de l'Égypte pour qu'elle invite également ces derniers?

01.04 Olivier Maingain (MR): Les enjeux qui résultent de l'évolution de la Tunisie et de l'Égypte et, sans doute demain, d'autres États du Bassin méditerranéen, constituent un test inattendu pour la crédibilité de la diplomatie européenne. Celle-ci cherche peut-être encore ses marques et elle n'a pas vu assez vite l'ampleur

du mouvement populaire dans ces pays. Je pense que les institutions européennes n'ont pas exprimé avec assez de clarté leur soutien à l'opinion publique de ces États. On sent une certaine réserve. Sans doute est-ce parce qu'on considérerait que la stabilité de ces pays, notamment face à la montée du mouvement islamiste, justifiait quelques accommodements avec leur régime autoritaire. L'Union européenne doit prendre davantage la mesure de ce qui se joue si elle veut éviter que l'attente démocratique, si elle reste insatisfaite, ne se mue en soutien au mouvement islamiste. Le climat dans ces pays nous pousse à nous interroger sur la stabilité régionale.

Quels seront les interlocuteurs, demain, dans ces pays, qui pourront en garantir la stabilité?

J'ai trouvé les propos de Mme Ashton du 7 février assez volontaires. Néanmoins, lorsqu'on l'invite "à préparer un ensemble de mesures visant à apporter le soutien de l'Union européenne au processus de transition et de transformation", à quoi pensez-vous précisément? Jusqu'où accompagner l'évolution démocratique de ces pays?

Vous parlez "du renforcement des institutions démocratiques, de la promotion de la gouvernance économique et de la justice sociale, de l'assistance en vue de la préparation de la tenue d'élections libres et régulières". Voilà des objectifs généreux, mais avec quels interlocuteurs?

Et, au niveau de la Belgique, quels sont les instruments que nous pouvons utiliser pour peser sur le changement démocratique, mais aussi pour éviter une période de compromis avec le régime en place au profit d'une période de transition avec les forces démocratiques qui veulent dialoguer, notamment avec l'Union européenne?

01.05 Patrick Dewael (Open Vld): Apparemment, le régime de Hosni Moubarak vit ses derniers moments. Longtemps, Moubarak a joué un rôle très important de stabilisation au Moyen-Orient mais son régime n'en est pas moins une dictature, comme le peuple égyptien nous l'a plus que clairement fait comprendre ces derniers jours. Aujourd'hui, une série de pays voisins sont aussi confrontés progressivement au phénomène. On se réjouit que de très nombreux Égyptiens se prononcent aujourd'hui pour la démocratisation et les réformes. Il n'est plus si facile de mettre les différents problèmes du pays sur le dos d'ennemis externes. De nouveaux modes de communication, comme Facebook, permettent d'accélérer la protestation populaire. Ce processus spontané implique toutefois le danger de voir ce mouvement de protestation être "détourné" par le mouvement, assez intégriste, des Frères musulmans. La révolution iranienne de 1979 peut servir d'avertissement.

Une troisième voie est-elle envisageable pour l'Égypte? Je songe à une sorte de modèle démocratique qui serait adapté à ce pays dont la population est quasi exclusivement de confession musulmane, modèle qui serait inspiré de celui de la Turquie et qui serait caractérisé par une armée jouant le rôle de gardienne de l'État laïc. Comment pouvons-nous éviter que la vacance du pouvoir soit instantanément comblée par les Frères musulmans? Quelles sont les autres forces organisatrices au sein de la résistance au pouvoir en place et qu'en savons-nous? Dans quelle mesure ces forces peuvent-elles s'organiser efficacement à brève échéance dans le cadre d'une passation de pouvoir?

01.06 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Demander le départ du président autoritaire Moubarak est audacieux. Le Sénat américain a déjà lancé un appel dans ce sens aussi mais l'Administration américaine, l'Union européenne et la Belgique n'ont pas encore fait de même bien que tout le monde appelle le gouvernement égyptien à réaliser sans tarder de profonds changements. La diplomatie belge se penche-t-elle sur la question de savoir s'il serait opportun d'appuyer la revendication tout à fait concrète des manifestants égyptiens et quand cela serait opportun?

L'on s'est rendu compte entre-temps qu'un des poids lourds politiques de l'opposition, Mohamed El Baradei, a été évincé des négociations. Notre pays a-t-il déjà abordé ce point? Par ailleurs, les Frères musulmans seront incontournables si une passation de pouvoir intervient. Toutefois, il faut se garder de toute assimilation automatique entre musulmans et fondamentalistes.

Si l'on part d'un tel postulat, on risque effectivement de pousser ce mouvement dans le camp antidémocratique. Comment les gouvernements occidentaux se positionnent-ils actuellement par rapport aux Frères musulmans?

En ce qui concerne le vice-président Suleiman, on peut se demander dans quelle mesure il se distingue du président Moubarak, dès lors qu'il fait lui aussi arrêter et enfermer des gens sans autre forme de procès. À l'échelon européen, le ministre a déjà indiqué que la Belgique voulait laisser à Mme Ashton la marge de manœuvre nécessaire pour défendre une position européenne commune. Dans ce contexte, la Belgique a-t-elle déjà exprimé son mécontentement à l'égard du fait que certains États membres font manifestement cavalier seul?

Dans le cas de la Tunisie, les États membres de l'Union européenne ont décidé de bloquer les biens mobiliers et immobiliers du président déchu, de sa famille et d'autres représentants haut placés du régime. La Belgique fait-elle le nécessaire pour enquêter sur les biens mobiliers et immobiliers que possèdent les présidents tunisien et égyptien et leur entourage dans notre pays?

01.07 **Christiane Vienne** (PS): Le Conseil européen a confié à Mme Ashton une mission visant le démarrage immédiat du processus de transition. Mais cette mission semble très floue. Comme dans le cas de la Tunisie, la réaction européenne peut être qualifiée de peu audible, prudente et, surtout, tardive en ce qui concerne l'Égypte avant ce vendredi. Et si l'Union européenne n'est pas l'interlocuteur privilégié du régime Moubarak, elle est au premier plan de ses partenaires économiques.

Comment l'Union compte-t-elle favoriser cette transition démocratique? Par ailleurs, n'estimez-vous pas qu'une réaction plus rapide de la haute représentante était indispensable?

Le Conseil européen du 4 février a abordé les agressions dont les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme ont fait l'objet. Elles sont inacceptables. Quelles pistes l'Union va-t-elle suivre pour encourager les autorités à garantir les droits de l'homme?

Même si les revendications des citoyens tunisiens et égyptiens paraissent identiques – plus de liberté, de démocratie et de pluralisme, moins de corruption – quelles différences voyez-vous entre ces deux révolutions et quelles en sont les conséquences?

Quel serait l'impact de cette crise sur les négociations israélo-palestiniennes ainsi que sur la frontière avec Gaza?

Votre département n'envisage pas, pour l'heure, d'évacuer nos ressortissants mais déconseille de se rendre en Égypte. Sur quelle analyse vous basez-vous? Qu'en est-il de l'analyse du Centre de situation conjoint de l'Union européenne? L'Unité consulaire de l'Union européenne a-t-elle établi des recommandations pour les États membres?

Enfin, comme la peur n'empêche pas le danger et que la peur des Frères musulmans n'empêchera pas des élections que l'on espère libres, n'entre-t-on pas dans un processus qui risque d'avoir des effets pervers? L'Histoire nous a montré qu'il fut une époque pas si lointaine où la peur du communisme a justifié certains errements. Quel est votre avis à ce sujet?

01.08 **Els Demol** (N-VA): Il est possible qu'à court terme, un gouvernement de coalition au sein duquel les Frères musulmans joueront un rôle important soit mis en place en Égypte. Pour l'instant, les Frères musulmans semblent aspirer à des réformes par la voie politique, mais les conséquences que cela pourrait entraîner pour le traité de paix israélo-égyptien ne sont pas claires. Mohamed El Baradei a déclaré qu'il ne souhaitait pas revenir sur le traité, mais il n'est pas impensable que les Frères musulmans, qui sont proches du Hamas, se prononcent contre le traité.

Quelle analyse le ministre fait-il du rôle des Frères musulmans?

01.09 **Steven Vanackere**, ministre (*en français*): La situation évolue de jour en jour. À ceux qui ont insisté sur la lenteur des réactions, je réponds que certains pays ont déclaré leur soutien à Moubarak pour ensuite le lui retirer. La vitesse de la réaction est-elle la valeur la plus importante? Des interventions plus lentes sont parfois fondées sur davantage d'informations.

Sur fond de manifestations massives et de répression parfois violente, des concessions inimaginables il y a

peu ont été obtenues, même si elles semblent encore fragiles. Le président Moubarak a, ainsi, remanié son gouvernement et nommé un vice-président, le premier ministre s'est excusé pour les violences, cinq ministres contestés ont été placés en résidence surveillée, le bureau politique du parti présidentiel a démissionné, une réforme constitutionnelle a été promise et le vice-président a entamé des discussions avec des mouvements d'opposition et des représentants de la société civile.

Pour l'instant, il y a un accord de principe sur la création d'un comité chargé de préparer les réformes constitutionnelles. Mais ces concessions ne semblent pas satisfaire la population.

Depuis le week-end dernier, on perçoit la reprise de la vie normale, durant la journée, au Caire et à Alexandrie. Mais des milliers de manifestants affluent encore sur la place Tahrir pour exiger le départ du président Moubarak.

(En néerlandais) Le peuple veut se débarrasser non seulement de M. Moubarak, mais également des pratiques qui lui sont associées. Nous devons reconnaître les revendications du peuple et nous ne devons pas nous contenter de l'installation d'un nouveau président dont l'attitude serait en tout point comparable à celle prévalant sous le régime précédent. L'Occident ne doit pas réduire la discussion relative à la transition à la personne qui est actuellement au centre des débats.

(En français) La manifestation d'hier, qui a été la plus importante depuis le début des protestations, confirmait la volonté d'une grande partie de la population égyptienne d'obtenir plus de garanties concernant la transition démocratique.

J'ai lancé plusieurs appels aux dirigeants égyptiens, en mon nom personnel ou par les canaux européens, pour condamner la violence et appeler les autorités égyptiennes à écouter les aspirations du peuple pour une transition démocratique et pour respecter les droits fondamentaux, y compris la liberté de presse et d'expression.

(En néerlandais) À l'initiative de la Belgique et dans le cadre d'une démarche organisée par notre ambassade, les ambassadeurs de l'Union européenne au Caire ont protesté conjointement contre l'arrestation de journalistes.

(En français) Mme Ashton a eu un entretien téléphonique avec le vice-président Suleiman. Elle pourrait se rendre au Caire la semaine prochaine. Il n'y a toutefois eu aucun entretien direct entre autorités belges et égyptiennes.

Avec l'Union européenne, nous suivons le dialogue entamé par le vice-président Suleiman. Nous estimons que ce dialogue doit inclure tous les acteurs, de l'opposition politique – dont M. El Baradei – et de la société civile.

(En néerlandais) Nous entretenons régulièrement des contacts avec les Belges résidant en Égypte par l'intermédiaire de chefs de secteur. De plus, l'ambassade possède deux numéros d'urgence qui sont joignables à tout moment. Les Belges résidant en Égypte, à savoir 553 au Caire, 87 à Alexandrie, 21 à Luxor, 101 à Hurgada et 32 à Sharm el Sheikh ont été invités à se tenir à l'écart des manifestations. Ces Belges sont intégrés dans la société égyptienne et nombre d'entre eux ne souhaitent pas partir pour des raisons familiales ou professionnelles.

L'avis de voyage en ce qui concerne l'Égypte reste négatif. Les touristes qui souhaitaient rentrer n'ont rencontré aucun problème notable. On ne dénombre aucun touriste "bloqué". Pour l'instant, il n'y a d'ailleurs presque pas de touristes en Égypte. L'avis de voyage diffère d'un pays à l'autre: pour la Tunisie, je l'ai adapté: les voyages vers le sud et l'intérieur du pays sont déconseillés, mais les destinations touristiques sont considérées comme sécurisées. Il n'y a pas d'avis de voyage particulier pour la Jordanie; en revanche, la vigilance est de mise pour le Maroc à cause d'une possible menace terroriste. D'après notre poste à Rabat, il n'y règne pas un climat pré-révolutionnaire. L'avis de voyage est établi sur la base de postes locaux et est discuté avec les ambassades européennes. Le rôle du Centre de situation du Conseil européen se limite à une mission d'information et ne donne pas de recommandations en ce qui concerne les avis de voyage.

L'évacuation des Belges d'Égypte n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant. La plupart des pays européens

suivent notre stratégie et se trouvent dans la même situation.

(En français) Après de longues discussions, le Conseil des Affaires étrangères du 31 janvier a adopté des conclusions dans lesquelles l'Union européenne lance un appel sans équivoque à la libération des manifestants pacifiques et au respect de la liberté d'expression. Nous avons appelé au dialogue avec toutes les forces politiques égyptiennes respectueuses des règles de la démocratie, pour permettre une transition et des réformes démocratiques, ainsi que des élections auxquelles l'Union européenne peut apporter sa contribution.

Dans leur version initiale, ces conclusions s'adressaient aux autorités égyptiennes. J'ai demandé de remplacer cela par le soutien et la reconnaissance des attentes légitimes du peuple égyptien. J'ai plaidé également, au nom de la Belgique, pour que l'Union européenne diversifie ses canaux de communication afin de dialoguer davantage avec la société civile et pas seulement avec les dirigeants politiques.

Ce sera à la population égyptienne, et à elle seule, de choisir ses leaders, par des élections libres et transparentes.

(En néerlandais) Je soutiens l'appel à regarder d'un œil critique l'attitude adoptée par l'Union européenne envers ces pays dans le passé. La Belgique préconise de s'orienter vers une relation multidimensionnelle dans laquelle la communication ne s'établira pas uniquement avec les autorités.

Pour le gouvernement belge, il est absolument vital que l'Union européenne parle d'une seule voix. Lors du Conseil Affaires étrangères et du sommet européen, le gouvernement a exprimé sa désapprobation quant aux déclarations lancées unilatéralement par certains pays. Herman Van Rompuy a, lui aussi, été très clair à ce sujet. Hier, à Berlin, j'ai émis le souhait que le Traité de Lisbonne soit également respecté à cet égard. J'ai également répété que les déclarations en tout genre faites sans concertation avec Catherine Ashton ne nous ont pas fait plaisir. Nous avons donc non seulement fait de notre mieux pour ne pas faire de déclaration de notre propre chef, mais également pour faire passer les messages adéquats au sein des organes européens. Nous devons tirer les enseignements de ces événements.

(En français) L'Union européenne a clairement exprimé sa volonté d'accompagner la transition démocratique en Égypte. Lors du Conseil européen, vendredi, un mandat a été donné à Mme Ashton et au commissaire Füle auxquels il revient de faire des propositions. Il n'y a actuellement pas de projet de mesures restrictives ou de sanctions contre le régime en place en Égypte. Je n'ai pas connaissance de biens dont le président égyptien ou son entourage disposeraient dans notre pays.

(En néerlandais) Il se peut que nous devions revenir sur ce point à l'avenir.

(En français) Il ne s'agit toutefois pas là d'une nouvelle politique.

L'Union a régulièrement mis en exergue le besoin d'ouverture et de démocratie auquel devait répondre le pouvoir égyptien.

(En néerlandais) Mme Colen m'a également demandé si j'en avais déjà parlé avant l'insurrection populaire.

(En français) J'ai interrogé, en mai dernier, de façon critique, mon homologue égyptien sur le maintien de l'état d'urgence. L'accord d'association de 2001 a donné à l'Union un forum pour répéter notre message sur les droits fondamentaux. Ce travail doit se poursuivre; les outils politiques, financiers et techniques sont les meilleurs leviers pour arriver à la concrétisation des aspirations de la population égyptienne.

Il est normal que certains s'inquiètent et agitent le spectre des fondamentalistes musulmans.

Cependant, premièrement, les analystes s'accordent pour dire qu'il s'agit d'une mobilisation massive et durable de la population, qui aspire non pas seulement au départ de Moubarak mais à la vraie démocratie, aux vraies libertés et à la réalisation de visées socio-économiques.

Deuxièmement, cette volonté populaire doit donner naissance à un processus véritablement démocratique,

qui ne se limiterait pas à la tenue ponctuelle d'élections, et non tomber dans le piège de la vitesse en voulant organiser les élections avant septembre, ce qui risquerait de mener à une situation similaire à celle du passé.

L'Union a certainement un rôle à jouer pour encourager et consolider cette évolution.

L'Égypte et la Tunisie présentent des caractéristiques différentes, mais je n'entrerai pas dans les détails. Cependant, l'aspiration à la démocratie et, je l'espère, à la paix vis-à-vis d'Israël et du Soudan, est universelle. Il est de l'intérêt de tous que l'Égypte continue, dans le futur, à jouer le rôle stabilisateur et constructif qui a été le sien au plan régional.

J'ai demandé à nos ambassades un rapport détaillé de l'impact des récents développements en Égypte et en Tunisie, qui montre de grandes différences de contextes et de revendications. Le Yémen, l'Algérie et la Jordanie ont déjà pris des mesures socioéconomiques ou politiques pour répondre aux aspirations de leurs populations. On ne peut que s'en réjouir.

Le réexamen des instruments de l'Union demandé au Conseil montre que nous sommes prêts à intensifier notre soutien à cette évolution; cela vaut également pour le pourtour méditerranéen et passe par le maintien d'un dialogue sans exclusive avec les autorités et les sociétés civiles.

(En néerlandais) Le nouveau ministre des Affaires étrangères a déjà exprimé son estime pour la position critique que nous avons adoptée, ces dernières années, vis-à-vis de la Tunisie; il a souhaité que, parmi les ministres des 27 États membres, je sois le premier à le rencontrer et à me rendre en visite en Tunisie. La diplomatie d'un petit pays peut donc aussi faire la différence, idéalement dans le cadre européen, mais aussi en opérant un choix net dans l'intérêt de la démocratie et de la paix.

01.10 **Christiane Vienne** (PS): Dans la situation que connaît l'Égypte, tout peut encore basculer. Le soutien de l'Union européenne au processus démocratique pèsera sur son avenir. Nous avons donc une responsabilité importante.

Vous avez aussi parlé des journalistes et c'est une position courageuse.

Nous ne pouvons pas pratiquer une politique du juste équilibre, ce qui serait reconnaître les vertus de Moubarak sans dire que nous voulons plus de démocratie. Notre rôle est de soutenir les forces démocratiques et le processus d'évolution.

Il revient au peuple de choisir son destin et ses élus. Nous n'avons pas à intervenir dans ce domaine. Mais si nous devons accompagner le processus démocratique, il faudra le faire jusqu'au bout.

01.11 **Eva Brems** (Ecolo-Groen!): La transition vers un régime démocratique va effectivement bien au-delà de la mise en place de nouveaux dirigeants. Entre également en jeu le respect des droits et des libertés du peuple.

Les excuses pour les actes de violence sont insuffisantes. Une enquête approfondie doit être menée et les auteurs poursuivis. Il faut obtenir la garantie que les violences ne se répéteront pas.

Le vice-président américain a demandé l'abrogation immédiate de la législation d'urgence. L'Union européenne en fera-t-elle de même?

01.12 **Steven Vanackere**, ministre *(en néerlandais)*: Nous le demandons depuis longtemps.

01.13 **Denis Ducarme** (MR): Vous pointez le rôle important et positif que l'Égypte a joué, jusqu'à ce jour, dans l'équilibre régional. Il est clair, à mon sens, que la position de l'Europe sur l'Égypte devra intégrer la nécessité que ce pays continue à jouer un rôle aussi positif que sous Moubarak.

Un autre aspect important est le projet de déplacement de Mme Ashton la semaine prochaine. Il peut montrer l'intérêt que porte l'Union à l'avenir égyptien, mais il doit être bien organisé; si les interlocuteurs de Mme Ashton ne sont pas suffisamment représentatifs, cela pourrait être contre-productif!

Aux niveaux belge et européen, nous avons un savoir-faire à leur proposer pour les élections ou leur observation. Je répète mes inquiétudes que les Frères musulmans n'entendent mêler Charia et démocratie à la tête de l'Égypte et risquent d'être le premier bénéficiaire de l'Égypte réformée.

Si, au niveau européen, nous voulons répondre aux aspirations de liberté du peuple égyptien, cet idéalisme ne pourra être séparé du pragmatisme dont nous devons faire preuve envers ce pays important pour l'équilibre régional.

01.14 Els Demol (N-VA): L'Europe doit continuer à suivre les événements en Égypte de manière extrêmement critique, mais constructive et ne pas s'exprimer en ordre dispersé.

01.15 Dirk Van der Maelen (sp.a): L'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont voisins. Les États-Unis en revanche sont à des milliers de kilomètres. La situation dans les pays du Maghreb est une bombe à retardement amorcée. Le fossé qui sépare les riches et les pauvres est énorme. D'un point de vue politique, le choix est difficile. En cas de transition trop rapide, il existe un risque de vide politique qui pourrait habilement être exploité par certains groupes non démocratiques. Le maintien au pouvoir du régime Moubarak représente un autre risque et les populations arabes ne pardonneront jamais à l'Europe de l'avoir permis. Cette option risque aussi de favoriser les mouvements islamistes radicaux. L'Europe n'a pas encore suffisamment clarifié sa position. Les modifications apportées par le ministre à la déclaration de Mme Ashton constituent un signal positif.

Les États-Unis achètent leur influence en Égypte en vue de sécuriser leurs intérêts géostratégiques. Mme Ashton défend une vision britannique très proche de celle des États-Unis. L'Égypte reçoit 1,3 milliard de dollars des États-Unis pour entretenir une armée. M. Moubarak a été neutralisé d'une façon très professionnelle dans le conflit israélo-palestinien. Il est dangereux de suivre aveuglément la politique menée par les pays anglo-saxons en Afrique du Nord.

01.16 Alexandra Colen (VB): La révolte du peuple égyptien ne constitue nullement le triomphe de la communication moderne puisque seulement 6 % des Égyptiens ont accès à Facebook. Ce mouvement de protestation était prévisible. Les régimes vétustes et fatigués sont déjà au pouvoir depuis des décennies alors que la jeune génération nourrit d'autres attentes. À ces éléments s'ajoute la hausse des prix des denrées alimentaires. Je m'étonne que les pays européens ne se soient pas préparés à l'effondrement de ces régimes amis. L'Occident n'a pas "investi" dans des représentants de la société civile qui s'attachent à promouvoir la démocratie dans cette région. Les régimes occidentaux pensaient-ils réellement que la stabilité serait éternelle?

01.17 Olivier Maingain (MR): Merci pour ces informations quant aux initiatives dans le cadre du Conseil européen. C'est une raison supplémentaire pour donner des orientations complémentaires au mandat donné à Mme Ashton.

Si l'on envisage d'aménager un temps de transition, en sauvant une partie du régime en place tout en évaluant l'espace possible d'expression démocratique, ce sera un échec. Nous trahissons l'attente de la jeunesse de ce pays.

Il ne s'agit pas là des mêmes mouvements de foule qui appelaient Khomeyni à revenir en Iran. Il y a ici des courants qui voudraient un autre type de construction de la démocratie. Il faut leur donner les moyens d'exister, dans le respect de la souveraineté des États et de l'expression de l'opinion publique. L'Europe peut être à l'avant-garde, contrairement à d'autres qui seraient moins bien reçus par ces populations. Nous attendons que l'Europe ne se contente pas d'analyses, mais soit un précurseur des avancées politiques qui se jouent à ses portes.

01.18 Patrick Dewael (Open Vld): J'apprécie le plaidoyer que vient de prononcer le ministre et en particulier son plaidoyer en faveur d'une approche circonspecte dans l'intérêt de réformes valables et durables. Savons-nous qui pourraient être ces autres forces, hormis les Frères musulmans, que nous pourrions et que nous devrions associer à tout ce processus? Mais c'est sans doute un autre débat.

Le président: Nous aurons beau aider à démocratiser ces régimes, si les prix agricoles continuent à augmenter, nous observerons encore des soulèvements, non seulement en Afrique du Nord et au Moyen

Orient, mais aussi dans d'autres régions du monde. C'est un facteur majeur d'instabilité. Nous devons être attentifs à l'offre de produits agricoles qui semble aller moins vite que l'évolution de la demande. Les biocarburants, l'accaparement des terres, nombre de phénomènes sont préoccupants.

Deuxièmement, je suis persuadé que les Frères musulmans, dans le cadre d'élections libres, vont engranger un excellent résultat. Ils contrôlent un réseau sophistiqué d'œuvres sociales, de dispensaires et d'écoles, ce qu'aurait dû faire le gouvernement. C'était la même situation avec le Hamas. Mais ne faisons pas la même erreur qu'avec le Hamas. Quelle que soit la sympathie ou l'antipathie que nous éprouvons pour ceux qui remporteront les élections, il faut négocier, discuter et non leur donner l'impression de les rejeter. Cela décrédibilise l'entière du discours démocratique.

Troisièmement, je pense que, si nous ne devons pas nous aligner sur les États-Unis, nous devons nous concerter étroitement avec eux. Les États-Unis apportent une aide considérable à l'Égypte. Nous devons essayer de les amener à adopter nos idées et à se servir de leurs leviers pour faire bouger les choses.

Quatrièmement, il est important que le mandat des dirigeants soit limité dans le temps. Tous les dictateurs ont bien commencé mais sont restés trop longtemps au pouvoir! Si Moubarak était parti il y a dix ans, tout le monde lui aurait reconnu des actions positives. Ce fut également le cas de Mobutu, Habyarimana ou Ben Ali. Ces gens se sont accrochés au pouvoir. Quelle que soit la qualité des hommes, il faut limiter leur mandat exécutif à huit ou dix ans.

01.19 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Monsieur Dewael, effectivement, je n'ai pas été très prolix au sujet des autres forces que nous devrions tenter d'amener à se mobiliser. Moubarak a créé un vide immense et c'est en cela que le cas égyptien diffère du cas tunisien. Il est plus difficile de trouver d'autres candidats au pouvoir au Caire qu'à Tunis mais si l'on croit à la démocratie, il faut avoir le courage de croire en sa force.

01.20 Christiane Vienne (PS): J'aimerais que l'on puisse examiner la résolution car elle est en lien avec le premier point.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les attentats terroristes contre les chrétiens coptes en Égypte" (n° 1917)
- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les violences à l'égard des chrétiens au Nigeria" (n° 1918)
- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le lien entre les attentats contre des chrétiens commis dans différents pays" (n° 1919)
- **M. Christian Brotcorne** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les attaques contre les coptes en Égypte" (n° 2084)
- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "des arrestations de chrétiens en Iran" (n° 2126)
- **M. Denis Ducarme** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les violences dont les chrétiens sont victimes au Moyen-Orient" (n° 2300)
- **Mme Alexandra Colen** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le monastère de Mor Gabriel en Turquie" (n° 2420)

02.01 Alexandra Colen (VB): Durant la nuit du nouvel an, une église de chrétiens coptes située à Alexandrie a été la cible d'un attentat terroriste.

Est-il exact que les services de sécurité égyptiens ont déserté les lieux peu de temps avant l'attaque? L'ambassadeur en Égypte a-t-il déjà fourni des explications à ce sujet? Comment la Belgique réagit-elle aux tensions entre chrétiens et musulmans en Égypte?

Le soir de Noël, au Nigeria également, des chrétiens ont été victimes d'un bain de sang, énième incident d'une longue série.

Le gouvernement belge a-t-il constaté une amélioration notable de la situation depuis lors et notre gouvernement fera-t-il part de ses inquiétudes aux autorités nigériennes? Des mesures seront-elles prises en liaison avec l'Union européenne?

J'aurais aimé entendre une référence plus claire de la part de l'Europe quant au fait qu'il s'agit de chrétiens puisque l'on constate une certaine systématique et un accroissement du nombre d'actes de violence dans plusieurs pays.

Le gouvernement belge a-t-il connaissance d'un lien possible entre toutes ces attaques terroristes contre des chrétiens en Égypte, en Irak et au Nigeria? L'Union européenne continuera-t-elle à suivre cette question et tentera-t-elle de mettre fin à cette discrimination?

D'après un article du *Washington Post*, quelque 70 chrétiens ont également été arrêtés en Iran et il semblerait qu'ils soient martyrisés jusqu'à ce qu'ils abjurent leur foi.

Des mesures ont-elles déjà été prises pour faire libérer ces personnes? La Belgique et l'Union européenne exigeront-elles des autorités iraniennes leur libération immédiate?

Et plus généralement, réagit-on systématiquement à de telles attaques et persécutions contre des chrétiens dans le monde?

02.02 Christian Brotcorne (cdH): Notre Parlement a adopté il y a un an, à l'unanimité, une résolution sur les minorités religieuses et philosophiques au Proche et au Moyen-Orient. Il y était question d'encourager les autorités des pays concernés par l'intolérance religieuse à intégrer dans leur droit interne les textes de droit international protégeant les libertés de pensée, de conscience et de religion, de prendre en compte la situation des communautés religieuses menacées et de réclamer de la part de l'Union européenne vigilance, action politique et coopération.

Si l'on a parlé de l'Égypte ce 31 janvier, l'agenda du Conseil européen ne reprenait pas le sujet des chrétiens d'Orient. À la suite des attentats contre les chrétiens d'Orient, les 27 États ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une déclaration commune. Un texte appelait Mme Ashton à élaborer des propositions concrètes mais à force de chercher le plus petit dénominateur commun, rien n'est décidé.

Que pensez-vous de cette résolution, de sa mise en œuvre et des difficultés de l'Europe à s'entendre à ce sujet?

02.03 Denis Ducarme (MR): Les faits de vandalisme et de violence commis contre l'Église chrétienne en Égypte relance le débat de la protection des minorités chrétiennes présentes au Moyen-Orient. Celles-ci représentent environ 13 millions de personnes. La situation égyptienne est sans doute l'une des plus difficiles. Nous déposons aujourd'hui une proposition de résolution ayant trait à ce sujet, en référence à celle déposée par M. Brotcorne. Son point phare est de voir l'Union européenne se positionner dans le sens de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de son article 18 sur la liberté religieuse et la protection des minorités religieuses.

Peut-on évaluer ces discriminations? Disposez-vous, à ce sujet, de rapports récents nationaux, internationaux? Combien d'actes de violences ont-ils été commis à l'encontre de ces chrétiens? Ces discriminations susciteraient-elles un départ des chrétiens de ces pays?

Dans le cadre de vos contacts bilatéraux, abordez-vous ces questions avec les représentants de ces pays?

Le manque d'action par rapport à ce dossier, dans le chef de l'Union européenne et des services de Mme Ashton, ne confine-t-il pas à une forme de désintérêt?

02.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): En ce qui concerne les attentats perpétrés contre les chrétiens coptes en Égypte, aucun élément objectif ne permet de confirmer la rumeur d'un retrait des services de sécurité égyptiens avant l'attentat. Je ne m'informerai pas auprès de l'ambassadeur d'Égypte à ce sujet, étant donné que nous n'avons pas l'habitude d'utiliser des rumeurs comme source. Mes

collaborateurs ont toutefois eu des contacts avec l'ambassadeur d'Égypte à propos de l'attentat et de ses conséquences. Des diplomates belges se sont également concertés avec les autorités locales au Caire.

J'ai personnellement évoqué, il y a quelques semaines, le problème général de la protection des minorités religieuses lors d'un déjeuner avec les ambassadeurs arabes à Bruxelles.

(En français) Après l'attentat, j'ai exprimé mon soutien aux efforts des autorités égyptiennes en vue d'une traduction rapide des auteurs devant la justice. Les conséquences de cet attentat et le droit à l'exercice libre de la religion sont discutées au niveau européen. C'était déjà à l'agenda du Conseil Affaires étrangères du 31 janvier.

Dans ses contacts bilatéraux avec l'Égypte, la Belgique évoque toutes les formes de discrimination.

(En néerlandais) L'accord d'association de l'Union européenne avec l'Égypte est un excellent forum pour engager le dialogue sur l'abolition des discriminations. Toutefois, une grande part des résultats ne se révélera qu'à long terme. Lors de ses contacts récurrents avec l'Égypte, l'Union européenne ne manque pas de rappeler ce pays à ses engagements.

L'attaque est probablement l'œuvre d'éléments étrangers et semble s'inscrire dans le prolongement des attaques antérieures commises contre des chrétiens dans la région.

Au Nigeria, la violence n'est pas dirigée exclusivement contre les chrétiens. La violence ethnique et interreligieuse en général constitue un phénomène permanent qui, à l'approche des élections, a même tendance à s'aggraver. Certains candidats populistes n'hésitent pas à attiser les fanatismes ethniques ou religieux et totalement irrationnels de leur base. Des groupes terroristes voient également dans le calendrier électoral une occasion de proclamer leur message. Les opérations coup de poing menées ces dernières semaines ou ces derniers mois par différents groupes terroristes provenant tant des régions septentrionales que du delta du Niger situé au Sud, en sont autant de preuves. La violence n'est pas seulement inspirée par la religion et reste encore moins limitée à un groupe religieux ou ethnique spécifique.

Au cours de ces dernières années, les autorités nigérianes ont investi de nouveaux moyens dans la lutte contre l'extrémisme religieux et la terreur, notamment en renforçant le déploiement des services de sécurité. Ces efforts n'ont malheureusement pas pu éviter la récente flambée de violence.

L'Union européenne se concerta régulièrement avec les autorités nigérianes dans le cadre du dialogue politique. La stratégie commune met l'accent sur des thèmes comme la paix et la sécurité, la bonne gouvernance et les droits de l'homme. Cette stratégie repose notamment sur des moyens considérables dégagés par le Fonds européen de développement. En matière de droits de l'homme, une attention toute particulière est accordée aux efforts visant à prévenir la discrimination ethnique, religieuse et sociale.

Le 4 janvier, des missionnaires chrétiens ont été arrêtés dans la province de Téhéran. Aucune information n'a été donnée sur leur identité ni sur leur nationalité. Je n'ai pas connaissance de l'arrestation de Belges. Jusqu'ici, en tout cas, notre ambassade n'a pas encore reçu de demande d'assistance consulaire relative à des compatriotes.

Les incidents relatifs à la propriété du monastère de Mor Gabriel, en Turquie, m'ont été rapportés. Le jugement du 26 janvier ne constitue qu'une des étapes dans une procédure judiciaire complexe et qui n'est pas près de se terminer. De l'avis général, on s'attend à ce que le monastère interjette appel. Il est débattu régulièrement de ce dossier lors des réunions des ambassadeurs de l'Union européenne à Ankara. L'ambassadeur de Belgique n'a pas assisté personnellement aux procès. Ceux-ci sont en contradiction avec la ligne suivie par le gouvernement Erdogan. C'est pourquoi l'Union européenne a attiré l'attention du gouvernement turc sur l'incidence de ces procès sur l'image de la Turquie. En sa qualité de membre du Conseil de l'Europe et comme candidate à l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie doit veiller au respect des droits de ses minorités religieuses. La Belgique évalue régulièrement la situation des minorités religieuses en Turquie. En août 2010, j'ai rencontré personnellement des représentants des différentes minorités religieuses en Turquie. Lors de mes contacts avec les autorités turques, j'insiste toujours sur les droits des minorités religieuses non musulmanes.

Ce dossier sensible et symbolique est révélateur de la volonté de la Turquie de se conformer aux valeurs et aux exigences liées à son adhésion à l'Union européenne.

(En français) S'agissant des questions de M. Ducarme et de Mme Colen, je confirme mes réponses à des questions antérieures sur le suivi de la résolution 2031 concernant la survie des communautés chrétiennes et des minorités religieuses et philosophiques au Proche-Orient, au Moyen-Orient et dans le reste du monde.

Les discriminations, voire les actes de violence, visant les minorités religieuses ou de conviction au Moyen-Orient et ailleurs, et non pas uniquement les minorités chrétiennes, sont la source de sérieuses préoccupations.

La communauté belge s'élève à un peu plus de 800 Belges en Égypte et à environ 20 Belges en Irak. Cependant, ce sont des communautés locales qui sont ciblées, et non nos compatriotes.

Chaque fois qu'une personne est discriminée ou victime d'actes de violence en raison de son appartenance religieuse, de sa croyance ou de sa conviction, cela constitue une violation de la liberté de religion ou de conviction, telles que garanties par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

S'agissant des rapports récents, je vous renvoie aux sites d'Amnesty International, de Human Rights Watch, de la Fédération internationale des droits de l'homme, de Christian Solidarity Worldwide et au débat du Parlement européen le 19 janvier à Strasbourg.

(En néerlandais) J'ignore s'il existe un lien opérationnel entre les attentats visant les chrétiens en Égypte, en Irak et au Nigeria. Le but est souvent de pousser ces communautés à émigrer ou de déstabiliser les autorités locales.

(En français) Les lieux d'asile pour les chrétiens irakiens qui quittent le pays sont nombreux. Beaucoup se réfugient en Syrie, en Jordanie et au Liban ou dans le Nord à majorité kurde. Ces personnes répondent aux critères permettant de demander l'asile politique. En ce qui concerne l'accueil en Belgique de ces demandeurs d'asile, je vous renvoie au secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile.

J'ai eu récemment un déjeuner de travail avec les ambassadeurs arabes à Bruxelles, pendant lequel j'ai abordé notre préoccupation au sujet des minorités chrétiennes et de la liberté de religion. Cette préoccupation a été bien comprise.

Le Conseil européen a adopté des conclusions pour la promotion et la défense de la liberté de religion et de conviction en novembre 2009. Elles condamnent toute discrimination, intolérance et violence basées sur la religion et ont été suivies d'actions de l'Union et de ses États membres, tant sur le plan multilatéral que bilatéral. En juin 2010, l'Union a pris des mesures pour promouvoir la liberté de religion et de conviction. Pendant notre présidence, la Belgique et les services de la haute représentante ont fait progresser les travaux sur ces mesures, désormais intégrées dans des approches pour les droits de l'homme développées pays par pays. Pendant cette période, notre pays a participé à plusieurs dialogues de l'Union avec des pays tiers sur les droits de l'homme, au cours desquels nous avons systématiquement abordé cette question. Et la Belgique continuera à le faire.

Lors de l'examen périodique universel auquel les membres des Nations Unies sont soumis, la Belgique a formulé des recommandations à l'égard de dix-neuf pays en 2010, dont des recommandations sur le respect de la liberté de religion et de conviction et les droits des minorités religieuses vis-à-vis de l'Iran et de l'Irak.

Durant sa présidence, la Belgique a joué un rôle-clé dans l'adoption de la résolution introduite au nom de l'Union européenne sur la liberté de religion ou de conviction. Elle a joué un rôle tout aussi important dans l'opposition à l'adoption du projet de résolution de l'Organisation de la conférence islamique sur la diffamation des religions.

Enfin, comme membre du Conseil des droits de l'homme, la Belgique entend intervenir lors de la prochaine session en mars 2011 sur les discriminations et actes de violence à l'égard des minorités religieuses, dont la minorité chrétienne.

(En néerlandais) Toute tentative de déstabilisation de ces pays ou de perturbation de la coexistence pacifique des musulmans et des chrétiens doit être condamnée. Les différents attentats ont été condamnés par les autorités locales ainsi que dans le monde entier. L'Union européenne et la Belgique soutiennent les autorités locales dans leurs efforts visant à traduire en justice les auteurs des faits et à promouvoir la sécurité.

En ce qui concerne les demandes visant à prendre en considération le principe du respect des religions dans le cadre de la coopération au développement et de l'aide aux pays tiers, je vous invite à vous adresser au ministre de la Coopération au développement.

02.05 Alexandra Colen (VB): Les actions juridiques visant à confisquer les terres appartenant au monastère Mor Gabriel étaient en quelque sorte noyées dans les autres éléments de ma question. Je me félicite que l'Europe suive ce dossier avec attention. Il s'agit clairement d'une initiative discriminatoire émanant des autorités.

Cette discussion n'est pas terminée. Si j'apprécie l'énumération des expressions d'inquiétude du ministre, je déplore toutefois que l'Europe ne prenne pas des mesures plus fermes dès lors que des chrétiens sont visés. Les pays islamiques adoptent systématiquement une attitude discriminatoire à leur égard. De plus, ils sont la cible d'un nombre croissant d'actes de persécution et d'attentats. Il s'agit non pas d'actions visant des individus, mais bien, en quelque sorte, d'opérations d'épuration.

J'insiste pour que dans les cas extrêmes, des sanctions soient envisagées sur le plan européen.

Il ne suffit pas que nous restions vigilants, encore faut-il envisager des actions énergiques.

02.06 Christian Brotcorne (cdH): Je suis content que vous ayez utilisé l'expression "communautés locales", parce que ceux qui sont visés par ces attentats sont des gens qui habitent sur place et non des étrangers. C'est le savoir-vivre ensemble qui est mis à mal.

Toutes les religions sont en soi respectables et ne doivent être diffamées par personne.

02.07 Denis Ducarme (MR): Que ce soit aux Nations Unies ou en Europe, on n'a encore vu aucune démarche produire de résultats, au contraire. Si nous n'arrivons pas à obtenir de résultats dans ce type de dossiers, nous allons assister un jour à la montée de la revendication autour du principe de réciprocité, ce qui n'est pas à souhaiter.

Vous parliez de la conclusion du dossier lors du prochain Conseil européen. Nous reviendrons vers vous à ce moment-là.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 13.

De vergadering wordt geopend om 15.04 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Patrick Moriau aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Egypte" (nr. 2484)
- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het optreden van Buitenlandse Zaken inzake de opstand in Egypte" (nr. 2488)
- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Egyptische volksopstand" (nr. 2529)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de sociale onrust in Arabische landen" (nr. 2544)
- mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Egypte" (nr. 2581)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en

Institutionele Hervormingen over "de houding van België tegenover Tunesië, Egypte en andere landen in de regio" (nr. 2628)

- de heer Olivier Maingain aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de mogelijke maatregelen om het Egyptische volk en de eisen van de Egyptenaren te steunen" (nr. 2652)

01.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Het wordt tijd dat de EU zich eens bezint over haar beleid ten aanzien van de Arabische wereld. In die wereld zie ik een demografische tijdbom, net geen economisch kerkhof, een enorme sociale kloof tussen arm en rijk en politieke autocratieën of zelfs dictaturen.

Als ik dan kijk naar het instrumentarium dat de EU sinds 1995 heeft gebruikt in haar verhouding met de Arabische wereld – bijvoorbeeld de Euro-Mediterrane Unie – stel ik mij de vraag of we wel een goed beleid hebben gevoerd.

We moeten ons instrumentarium aanpassen zodat het meer impact heeft op de economische, sociale en democratische ontwikkelingen van de regio.

Recente gebeurtenissen hebben twee zaken aangetoond: de Arabische bevolking – en vooral dan de jongeren – durft wel degelijk op te staan tegen de heersende autocratieën en de fundamentalisten zijn niet het enige alternatief voor die autocratieën. We zijn er te lang vanuit gegaan dat het of de autocratie of de radicale islam was.

Ik maak me wel zorgen over de uitputtingsslag in Egypte. Ik ken aan de door het regime gedane gestes even weinig betekenis toe als de betogers op het Tahrirplein. Ik vrees dat we eigenlijk op weg zijn naar een 'Mubarak bis'-regime. Als de EU dat laat gebeuren, dan zal dat Europa zwaar aangerekend worden door de gezonde democratische krachten die in Egypte nu even van zich hebben laten horen. Daarom vraag ik de minister om duidelijke signalen te sturen dat we in Egypte échte veranderingen willen zien.

Werd de Egyptische ambassadeur in ons land al aangesproken op de schendingen van de mensenrechten in de loop van de voorbije weken ten aanzien van betogers, journalisten en mensenrechtenactivisten? Ik heb tussen haakjes uit de mond van minister Vanackere nog steeds geen openlijke afkeuring hiervan gehoord.

Tot slot is het nu het moment om Israël – dat de gebeurtenissen in de regio ongetwijfeld nauwlettend volgt – ertoe aan te zetten zich meer dan voorheen te engageren in het vredesproces met de Palestijnen.

01.02 Denis Ducarme (MR): Ik ben blij dat de minister vandaag op onze vragen antwoordt en ik dank de voorzitter van de commissie omdat hij vorige donderdag in de plenaire vergadering het woord heeft genomen om ervoor te zorgen dat wij toelichting zouden krijgen over de Belgische houding ten aanzien van de Egyptische revolutie.

Hoe staat het met de Belgische expats? Hoeveel bevinden er zich in de steden waar er rellen zijn en de situatie nog altijd gespannen is?

Wat kan u ons vertellen over de toeristen? Op welke manier hebt u ervoor gezorgd dat zij snel kunnen terugkeren? Welke informatie is er over de terugkeer van de toeristen, naast wat wij weten via de media en de site van Buitenlandse Zaken?

Hebben de Europese diplomaten eigen initiatieven genomen, naar het voorbeeld van de in de media erg aanwezige Amerikaanse diplomaten? Welke voorstellen werden er gedaan op het vlak van samenwerking? Hoe is het gesteld met de Belgische en Europese diplomatieke vertegenwoordigingen in Egypte?

Welke preventieve acties werden er door uw departement ondernomen en welke acties worden er gepland voor onze landgenoten ter plaatse als de situatie zou verslechteren? Krijgen zij bijzondere richtlijnen?

In de krant *Libération* stelde een journalist de vraag of revolutie per se rijmt met democratie, en ik heb daar zelf ook mijn twijfels bij. Tot nu toe lijkt de aanpak van de Moslimbroeders mij immers niet veel democratischer dan die van de nog steeds regerende president Mubarak.

Over welke informatie beschikt u in verband met betrokkenheid van de Moslimbroederschap in de constructie van het nieuwe Egypte?

01.03 Alexandra Colen (VB): Autoritaire leiders als Mubarak en Ben Ali werden decennialang door het Westen als bondgenoten beschouwd. We onderhielden economische en politieke betrekkingen met die regimes, tot er een volksopstand kwam. Het volk protesteert nu luid tegen de slechte sociaaleconomische situatie, de stijging van de voedselprijzen en de hoge werkloosheid.

Voor die volksopstanden hoorden wij uit de VS noch uit Europa ooit enige oproep aan de leiders van Egypte, Tunesië en andere landen in die regio om gesprekken aan te knopen met de oppositie in hun land.

Heeft er wel ooit een van onze ministers van Buitenlandse Zaken, al dan niet in naam van de EU, een dergelijke oproep gedaan? Als dat wel zo is, aan wie werd die oproep dan gericht en wat leverde die op? Onderhield België, voor het uitbreken van de revoluties, contacten met de civiele maatschappij in Egypte, Tunesië of andere landen in de regio waar nu ook onrust begint te broeien? Wie maakt er eigenlijk deel uit van die protesterende oppositie? Hoe kijkt de Belgische regering aan tegen de Moslimbroederschap? Vreest de minister een toename van het geweld tegen en de discriminatie van andere geloofsovertuigingen zoals de kopten, onder invloed van de Moslimbroederschap?

Klopt het dat de Moslimbroederschap uitgenodigd is voor een dialoog met de Egyptische regering, maar de kopten niet? Kan de EU er bij Egypte op aandringen om dit alsnog te doen?

01.04 Olivier Maingain (MR): De uitdagingen die voortvloeien uit de ontwikkelingen in Tunesië en Egypte – en mogelijk morgen in andere Staten van het Middellandse-Zeegebied – vormen een onverwachte test voor de geloofwaardigheid van de Europese diplomatie. Die moet misschien haar sporen nog verdienen en heeft niet snel genoeg de omvang van de volksbeweging in die landen ingezien. Ik denk dat de Europese instellingen in hun steunbetuigingen aan de publieke opinie in die Staten te veel aarzeling aan de dag hebben gelegd. Ze stellen zich te terughoudend op. Dat is ongetwijfeld te wijten aan het feit dat men van oordeel is dat de stabiliteit van deze landen een belangrijke factor is in de strijd tegen het toenemend succes van het moslimfundamentalisme en men zich daarom enigszins inschikkelijk dient op te stellen ten aanzien van die autoritaire regimes. De EU moet beter inschatten wat er op het spel staat, als ze wil voorkomen dat, indien er niet wordt tegemoetgekomen aan de democratische verwachting, die zou omslaan in steun aan de fundamentalistische beweging. Het klimaat in deze landen dwingt ons ertoe ons te bezinnen over de regionale stabiliteit.

Wie zullen morgen de gesprekspartners in die landen zijn, die de stabiliteit daar zullen kunnen garanderen?

Ik vond de uitspraken die mevrouw Ashton op 7 februari deed, nogal ferm. Als zij wordt verzocht om 'in het kader van dit partnerschap een pakket maatregelen op te stellen met behulp waarvan de Europese Unie steun kan verlenen aan het overgangs- en transformatieproces', wat heeft u dan precies in gedachten? Tot op welke hoogte moet de overgang naar democratie in die landen ondersteund worden?

U maakt gewag van 'versterking van de democratische instellingen, bevordering van democratisch bestuur en sociale rechtvaardigheid, en het verlenen van bijstand bij het voorbereiden en houden van vrije en eerlijke verkiezingen'. Dat zijn nobele doelstellingen, maar met welke gesprekspartners zullen we die kunnen bereiken?

Welke instrumenten kunnen we op Belgisch niveau inzetten om invloed uit te oefenen op de overgang naar een democratisch staatsbestel, maar tevens om een periode van compromissen met het huidige regime te vermijden ten gunste van een overgangperiode met de democratische krachten die de dialoog willen aangaan, in het bijzonder met de Europese Unie?

01.05 Patrick Dewael (Open Vld): Het regime van Mubarak lijkt ten einde te lopen. Hij heeft in het Midden-Oosten lang een heel belangrijke stabiliserende rol gespeeld, maar zijn regime blijft wel een dictatuur, zoals het volk van Egypte ons in de afgelopen dagen ten overvloede duidelijk heeft gemaakt. Ook in een aantal buurlanden wordt men daar nu stilaan mee geconfronteerd. Het is positief dat heel wat Egyptenaren zich nu uitspreken voor democratisering en hervorming. De diverse problemen in het land worden niet zo makkelijk meer geweten aan externe vijanden. Nieuwe communicatietechnieken zoals Facebook brengen het volksprotest meteen in een stroomversnelling. Zo een spontaan proces houdt echter ook het gevaar in dat de

protestbeweging wordt 'gekaapt' door de nogal fundamentalistische Moslimbroederschap. De Iraanse revolutie van 1979 kan als waarschuwing dienen.

Is voor Egypte een derde weg mogelijk, een soort democratisch model in een land met een vrijwel exclusieve moslimbevolking, naar het voorbeeld van Turkije, met het leger als behoeder van de lekenstaat? Hoe kunnen we vermijden dat het machtsvacuüm meteen wordt ingevuld door de Moslimbroederschap? Welke zijn de andere organiserende krachten in het verzet en wat weten wij daarvan? In hoeverre kunnen zij zich op korte termijn afdoende organiseren in het kader van een machtsoverdracht?

01.06 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Het vertrek vragen van de autoritaire Mubarak is verrijkend. De Amerikaanse Senaat heeft daar ook al toe opgeroepen, de Amerikaanse regering, de Europese Unie en ook België hebben dit nog niet gedaan, ook al roept iedereen wel de Egyptische regering op om onmiddellijk een duidelijke verandering te realiseren. Wordt binnen de Belgische diplomatie onderzocht of en wanneer het opportuun is om zich te scharen achter die concrete vraag van de Egyptische betogers?

Ondertussen is gebleken dat een van de politieke zwaargewichten van de oppositie, Mohammed ElBaradei, geweerd werd van de onderhandelingen. Heeft ons land dit al aangekaart? Voorts zal men bij een Egyptische machtsovergang niet om de Moslimbroederschap heen kunnen. Het begrip moslim hoeft echter niet onmiddellijk gelijk te staan met fundamentalisme.

Gaat men daar wel van uit, dan dreigt men zo een beweging inderdaad naar het antidemocratische kamp te drijven. Hoe stellen de Westerse regeringen zich nu op tegenover de Moslimbroederschap?

Van vicepresident Suleiman kan men zich afvragen in hoeverre hij verschilt van president Mubarak, vermits ook hij mensen gewoon laat arresteren en opsluiten zonder proces. Op het Europese niveau heeft de minister al aangegeven dat België alle ruimte wil geven aan mevrouw Ashton om een gezamenlijk Europees standpunt te verkondigen. Heeft België in dat verband al haar onvrede geuit over het eigengereide optreden van bepaalde lidstaten?

In het geval van Tunesië besloten de EU-lidstaten om de roerende en onroerende goederen van de verdreven president, diens familie en andere toplui van het regime te blokkeren. Doen wij de nodige onderzoeken naar roerende of onroerende goederen van zowel de Tunesische als de Egyptische president en hun entourage in ons land?

01.07 Christiane Vienne (PS): De Europese Raad heeft mevrouw Ashton verzocht om de autoriteiten in Egypte op te roepen het overgangsproces onmiddellijk te starten. Maar deze opdracht lijkt zeer vaag. Net als in het geval van Tunesië mag men spreken van een weinig hoorbare, voorzichtige en vooral laattijdige reactie op de gebeurtenissen die vóór afgelopen vrijdag in Egypte plaatsgrepen. De Europese Unie mag dan geen bevoorrechte gesprekspartner van de regering-Mubarak zijn, zij blijft niettemin één van haar belangrijkste economische partners.

Hoe zal de Europese Unie het democratische overgangsproces bevorderen? Bent u bovendien niet van mening dat de Hoge Vertegenwoordiger sneller had moeten reageren?

De Europese Raad van 4 februari heeft het probleem van het geweld tegen journalisten en mensenrechtenactivisten besproken. Dat geweld is onaanvaardbaar. Hoe denkt Europa de autoriteiten ertoe aan te zetten om de mensenrechten te vrijwaren?

De eisen van de Tunesische en Egyptische burgers lijken identiek – meer vrijheid, democratie en pluralisme, minder corruptie – maar wat zijn volgens u de verschillen tussen beide revoluties en welke gevolgen denkt u dat ze zullen hebben?

Wat kunnen de gevolgen zijn van deze crisis voor de Israëlisch-Palestijnse onderhandelingen en de grens met Gaza?

Uw departement overweegt nog niet onze landgenoten te evacueren, maar geeft een negatief reisadvies voor Egypte. Op welke analyse baseert u zich? Hoe staat het met de analyse van het Joint Situation Centre van de EU? Heeft de Consular Unit van de EU aanbevelingen voor de lidstaten opgesteld?

Aangezien angst een slechte raadgever is en de angst voor de Moslimbroederschap niet zal voorkomen dat er – hopelijk vrije – verkiezingen zullen plaatsvinden, rijst ten slotte de vraag of we niet in een evolutie terechtkomen die nadelige gevolgen zou kunnen hebben. De geschiedenis heeft ons geleerd dat er nog niet zo lang geleden een tijd was, waarin de angst voor het communisme sommige dwalingen rechtvaardigde. Wat is uw mening ter zake?

01.08 Els Demol (N-VA): Het is mogelijk dat op korte termijn een coalitieregering in Egypte tot stand komt waarin de Moslimbroederschap een belangrijke rol speelt. De Moslimbroederschap lijkt vooralsnog via politieke weg naar hervormingen te streven, maar het is niet duidelijk wat de gevolgen zullen zijn voor het Israëlisch-Egyptisch vredesverdrag. ElBaradei heeft verklaard dat hij op het verdrag niet wil terugkomen, maar het is niet denkbeeldig dat de Moslimbroederschap, die dicht bij Hamas staat, zich tegen het verdrag uitspreekt.

Wat is de analyse van de minister van de rol van de Moslimbroederschap?

01.09 Minister Steven Vanackere (Frans): De toestand evolueert van dag tot dag. Sommigen hebben gewezen op de trage respons. Mijn antwoord daarop is dat een aantal landen eerst aan Mubarak zijn steun heeft betuigd, maar deze vervolgens weer heeft ingetrokken. Is de snelheid van de respons het belangrijkste? Als men wat langer wacht om in te grijpen, beschikt men soms over meer informatie.

Tegen een achtergrond van massabetogingen en soms gewelddadige repressie werden toegevingen verkregen die tot voor kort ondenkbaar waren, ook al lijkt een en ander nog zeer broos. President Mubarak heeft namelijk zijn regering herschikt en een vicepresident benoemd, de eerste minister heeft zich voor het geweld geëxcuseerd, vijf gecontesteerde ministers werden onder huisarrest geplaatst, het politieke bureau van de presidentiële partij heeft ontslag genomen, er werd een grondwets hervorming beloofd en de vicepresident heeft besprekingen opgestart met oppositiebewegingen en vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld.

Momenteel is er een principeakkoord over de oprichting van een comité dat belast is met de voorbereiding van de grondwettelijke hervormingen. De bevolking lijkt echter geen genoeg te nemen met die toegevingen.

Sinds vorig weekend wordt het normale leven in Caïro en Alexandrië stilaan hervat. Duizenden betogers blijven echter op het Tahrirplein toestromen om het vertrek van president Mubarak te eisen.

(Nederlands) Het volk wil niet enkel Mubarak weg, maar ook de praktijken die met hem worden geassocieerd. We moeten de eisen van het volk erkennen en we mogen geen genoeg nemen met de installatie van een nieuwe president die vergelijkbaar is met het vorige regime. Het Westen mag de discussie over de transitie niet versmallen tot de persoon die nu centraal staat.

(Frans) De betoging van gisteren, die de grootste was sinds het uitbreken van het protest, bevestigde de wil van een groot deel van de Egyptische bevolking om meer waarborgen te verkrijgen over een democratische overgang.

Ik heb, op persoonlijke titel of via de Europese kanalen, de Egyptische leiders bij herhaling laten weten dat ik het geweld veroordeel en dat de Egyptische autoriteiten moeten luisteren naar de verzuchtingen van het volk met het oog op het verzekeren van een democratische overgang en het eerbiedigen van de grondrechten, met inbegrip van de persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting.

(Nederlands) Op initiatief van België en georganiseerd door onze ambassade hebben de gezamenlijke EU-ambassadeurs in Caïro geprotesteerd tegen de arrestatie van journalisten.

(Frans) Mevrouw Ashton heeft een telefonisch onderhoud gehad met vicepresident Suleiman. Ze zou volgende week een bezoek kunnen brengen aan Caïro. Er heeft echter geen rechtstreeks onderhoud plaatsgevonden tussen de Belgische en de Egyptische autoriteiten.

Met de EU volgen we de dialoog op die door vicepresident Suleiman werd opgestart. We zijn van mening dat alle actoren van de politieke oppositie – onder wie de heer ElBaradei – en van het maatschappelijk

middenveld bij die dialoog moeten worden betrokken.

(Nederlands) Met de in Egypte verblijvende Belgen is er regelmatig contact via de sectorhoofden. Bovendien beschikt de ambassade over twee noodnummers die altijd bereikbaar zijn. De in Egypte residerende Belgen – 553 in Caïro, 87 in Alexandrië, 21 in Luxor, 101 in Hurghada en 32 in Sharm el Sheikh – worden verzocht zich ver van de manifestaties te houden. Deze Belgen zijn geïntegreerd in de Egyptische maatschappij en willen veelal om familiale of professionele redenen niet vertrekken.

Het reisadvies over Egypte is nog steeds negatief. Toeristen die willen terugkeren, hebben daarbij geen noemenswaardige problemen ondervonden. Er zijn geen 'gestrande' toeristen. Er zijn trouwens momenteel bijna geen toeristen in Egypte. Het reisadvies verschilt van land tot land: voor Tunesië heb ik het advies aangepast: reizen naar het zuiden en het binnenland wordt afgeraden, maar de toeristische trekpleisters worden veilig geacht. Voor Jordanië is er geen specifiek reisadvies, voor Marokko geldt waakzaamheid wegens een mogelijke terreurdreiging. Volgens onze post in Rabat heerst er geen prerevolutionaire sfeer. Het reisadvies wordt opgesteld op basis van de lokale posten en wordt besproken met de EU-ambassades. De rol van het Situation Center van de Europese Raad beperkt zich tot informatieoverdracht en geeft geen aanbevelingen over reisadvies.

Een evacuatie van Belgen uit Egypte is momenteel niet aan de orde. De meeste EU-landen volgen onze strategie en bevinden zich in dezelfde situatie.

(Frans) Na lange discussies heeft de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari conclusies goedgekeurd waarin de Europese Unie het regime ondubbelzinnig oproept om vreedzame betogers vrij te laten en het recht op vrije meningsuiting te respecteren. We hebben de autoriteiten opgeroepen om de dialoog aan te gaan met alle Egyptische politieke krachten die de regels van de democratie eerbiedigen. Deze dialoog moet het mogelijk maken om de overgang en de nodige democratische hervormingen in goede banen te leiden en verkiezingen te organiseren waarbij de Europese Unie een bijdrage zou kunnen leveren.

In de oorspronkelijke versie werden deze conclusies aan de Egyptische autoriteiten gericht. Ik heb gevraagd om de tekst te laten beginnen met onze steunbetuiging aan en de erkenning van de legitieme verwachtingen van het Egyptische volk. Ik heb er ook namens België voor gepleit dat de Europese Unie haar communicatiekanalen zou diversifiëren om niet uitsluitend met de politieke leiders maar ook meer met het maatschappelijk middenveld te dialogeren.

De Egyptische bevolking moet haar leiders zélf via vrije en transparante verkiezingen kunnen kiezen.

(Nederlands) Ik steun de oproep om kritisch te kijken naar de manier waarop de EU zich in het verleden tot deze landen heeft verhouden. België heeft opgeroepen om naar een multidimensionale relatie met die landen te streven waarbij niet enkel met de overheid wordt gecommuniceerd.

De Belgische regering vindt het absoluut noodzakelijk dat de EU met één stem spreekt en heeft haar afkeuring laten blijken in de Raad Buitenlandse Zaken en op de Europese top over de verklaringen die sommige landen op eigen houtje de wereld hebben ingestuurd. Herman Van Rompuy heeft dat ook nog eens duidelijk gemaakt en gisteren in Berlijn heb ik de wens uitgesproken dat het Verdrag van Lissabon ook op dit vlak zou worden gerespecteerd. Ik heb er ook nog eens op gewezen dat allerlei verklaringen, achter Catherine Ashton om, ons zeker geen plezier hebben gedaan. We hebben dus niet alleen ons best gedaan ons zelf geen verklaringen af te leggen, maar ook om binnen de Europese organen de juiste boodschappen erdoor te krijgen. Uit deze gebeurtenissen moeten we de nodige lessen trekken.

(Frans) De EU heeft duidelijk gezegd dat ze Egypte wil begeleiden in zijn democratisch overgangsproces. Op de Europese Raad, vrijdag, werden mevrouw Ashton en commissaris Füle gemandateerd om voorstellen te formuleren. Momenteel zijn er geen restrictieve maatregelen of sancties gepland tegen het huidige regime in Egypte. Ik heb geen kennis van eigendommen van president Mubarak of van zijn entourage in ons land.

(Nederlands) Het kan zijn dat wij in de toekomst hierop nog moeten terugkomen.

(Frans) Het gaat hier echter niet over een nieuw beleid.

De EU heeft de Egyptische machthebbers er regelmatig op gewezen dat hun land nood heeft aan meer openheid en democratie.

(Nederlands) Ook mevrouw Colen vroeg me of ik er ook voor de volksopstand al heb over gesproken.

(Frans) In mei vorig jaar heb ik mijn Egyptische ambtgenoot kritische vragen gesteld over het behoud van de noodtoestand. De associatieovereenkomst van 2001 gaf de EU een forum waarop we onze boodschap over de grondrechten konden herhalen. Dit werk moet worden voortgezet; de politieke, financiële en technische instrumenten vormen de beste hefboomen om aan de verzuchtingen van de Egyptische bevolking tegemoet te komen.

Het is normaal dat sommigen zich zorgen maken en het schrikbeeld van de fundamentalistische moslims voor ogen houden.

Ten eerste zijn de analisten het er echter over eens dat het gaat om een massale en duurzame mobilisatie van de bevolking, die niet alleen streeft naar het vertrek van Mubarak, maar ook naar echte democratie, echte vrijheden en de verwezenlijking van sociaaleconomische doelstellingen.

Ten tweede moet die volkswil een echt democratisch proces op gang brengen, dat niet beperkt blijft tot het houden van verkiezingen om de zoveel jaar. Men mag ook niet overhaast te werk gaan en nog vóór september verkiezingen willen organiseren, want dat zou kunnen leiden tot een situatie vergelijkbaar met die in het verleden.

De Unie heeft zeker een rol te spelen in het ondersteunen en consolideren van dat overgangsproces.

De situatie in Egypte en Tunesië is verschillend, maar ik zal niet in detail treden. Het streven naar democratie en, naar ik hoop, vrede met Israël en Sudan, is universeel. Het is in ieders belang dat Egypte in de toekomst de stabiliserende en constructieve rol zal blijven spelen die het land in het verleden ook in de regio vervulde.

Ik heb onze ambassades gevraagd om een omstandig verslag uit te brengen over de impact van de recente ontwikkelingen in Egypte en in Tunesië en daaruit blijkt dat de context en de eisen sterk van elkaar verschillen. De autoriteiten in Jemen, Algerije en Jordanië hebben al sociaaleconomische of politieke maatregelen genomen om tegemoet te komen aan de verwachtingen van de bevolking. Dat kunnen we alleen maar toejuichen.

Het feit dat de Raad verzocht werd om de instrumenten van de Unie opnieuw te onderzoeken, geeft aan dat we bereid zijn om die evolutie intensiever te ondersteunen; dat geldt ook voor de landen rond de Middellandse Zee. Daarvoor dient men een dialoog zonder beperkingen te onderhouden met de autoriteiten en het maatschappelijk middenveld in die landen.

(Nederlands) Onze kritische houding tegenover Tunesië de laatste jaren heeft ertoe geleid dat de nieuwe minister van Buitenlandse Zaken zijn waardering hiervoor al heeft uitgesproken, mij als eerste minister van 27 Europese lidstaten heeft willen ontmoeten en me voor een bezoek ter plaatse heeft uitgenodigd. De diplomatie van een klein land kan dus ook het verschil maken, idealiter in Europees verband, maar ook als zelfbewuste keuze in het belang van de democratie en de vrede.

01.10 **Christiane Vienne** (PS): In de huidige situatie waarin Egypte zich bevindt, is een ommekeer nog altijd mogelijk. De ondersteuning van het democratische proces door de EU zal een belangrijke invloed hebben op de verdere ontwikkelingen. We hebben dus een grote verantwoordelijkheid.

U heeft ook over de journalisten gesproken. Dat is een moedige houding.

We kunnen geen beleid van het juiste evenwicht voeren, want op die manier zouden we de verdiensten van Mubarak erkennen zonder te zeggen dat we meer democratie wensen. Onze rol bestaat erin de democratische krachten en het proces van evolutie te steunen.

Het volk moet zijn lot in eigen handen kunnen nemen en zijn vertegenwoordigers kunnen kiezen. We mogen ons niet mengen in die aangelegenheid. Maar als we het democratische proces moeten begeleiden, moeten

we dat tot het einde toe doen.

01.11 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Een transitie naar een democratisch regime gaat inderdaad over veel meer dan over nieuwe leiders. Dat gaat ook over het respecteren van de rechten en vrijheden van de bevolking.

De excuses voor het geweld zijn onvoldoende. Er moet een grondig onderzoek komen en de daders moeten vervolgd worden. Er moeten waarborgen komen dat het geweld zich niet herhaalt.

De Amerikaanse vicepresident heeft onmiddellijke opheffing van de noodwetgeving gevraagd. Zal de EU dat ook vragen?

01.12 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Wij vragen dat al lang.

01.13 Denis Ducarme (MR): U wijst erop dat Egypte tot nog toe een belangrijke rol heeft gespeeld in het behoud van het evenwicht in de regio. Wanneer Europa een standpunt inneemt met betrekking tot Egypte, zal volgens mij rekening moeten worden gehouden met het feit dat dat land een even positieve rol moet blijven spelen als onder Mubarak.

Het voor volgende week geplande bezoek van mevrouw Ashton is eveneens belangrijk. Het kan duidelijk maken hoeveel belang de Unie aan de toekomst van Egypte hecht, maar het is wel belangrijk dat het bezoek goed wordt voorbereid. Indien de gesprekspartners van mevrouw Ashton niet voldoende representatief zijn, zou zulks het tegenovergestelde effect kunnen hebben!

België en Europa hebben heel wat expertise in huis in verband met de organisatie en de waarneming van de verkiezingen. Ik druk nogmaals mijn bezorgdheid uit over de rol van de Moslimbroeders, die volgens waarnemers sharia met democratie zouden willen vermengen en die wel eens het grootste voordeel zouden kunnen halen uit een Egyptische hervorming.

Indien wij op Europees niveau willen tegemoetkomen aan het streven naar vrijheid van het Egyptische volk, dan mag dat idealisme niet losstaan van het pragmatisme waarvan wij blij moeten geven ten aanzien van dat land dat belangrijk is voor het evenwicht in de regio.

01.14 Els Demol (N-VA): Europa moet zeer kritisch, maar constructief en met één stem de gebeurtenissen in Egypte blijven volgen.

01.15 Dirk Van der Maelen (sp.a): Europa en Noord-Afrika en het Midden-Oosten zijn burens. De VS liggen daar duizenden kilometers vandaan. De situatie in de Maghreblanden is een tikkende tijdbom. Er is een enorme kloof tussen arm en rijk. Op politiek vlak is de keuze niet eenvoudig. Als de overgang te snel gaat, riskeren we dat er een vacuüm gecreëerd wordt, waarvan bepaalde ondemocratische groepen handig gebruik zullen maken. Een ander risico is dat het regime van Mubarak aan de macht blijft. De Arabische bevolking zal het Europa nooit vergeven dat het dat heeft laten gebeuren. Ook dat zou in de kaart kunnen spelen van radicale islamitische bewegingen. Europa heeft haar standpunt nog niet genoeg verduidelijkt. De minister gaf een goed signaal door wijzigingen aan te brengen in de verklaring van mevrouw Ashton.

De VS kopen hun invloed in Egypte om hun geostrategische belangen veilig te stellen. Mevrouw Ashton verkondigt een Britse visie, die nauw aansluit bij de Amerikaanse visie. Voor zijn leger krijgt Egypte van de VS 1,3 miljard dollar. In het Israëlisch-Palestijns conflict is Mubarak vakkundig geneutraliseerd. Er zijn gevaren verbonden aan het blind volgen van een Angelsaksische politiek ten aanzien van Noord-Afrika.

01.16 Alexandra Colen (VB): Het Egyptische protest is helemaal geen democratische triomf van de moderne communicatie, want slechts 6 procent van de Egyptische bevolking heeft toegang tot Facebook. Dit protest was te voorspellen. Oude, vermoeide regimes zijn al decennia aan de macht, terwijl de jonge bevolking andere verwachtingen koestert. Daarbovenop komen ook de gestegen voedselprijzen. Het verbaast mij dat de Europese landen zich niet hebben voorbereid op het instorten van deze bevriende regimes. Het Westen heeft niet geïnvesteerd in mensen uit de civiele maatschappij die in deze regio bezig waren met democratisch gedachtegoed. Dacht het Westen nu echt dat de stabiliteit eeuwig zou blijven duren?

01.17 Olivier Maingain (MR): Ik dank u voor deze informatie over de initiatieven die in het kader van de Europese Raad werden genomen. Dit is een reden te meer om het mandaat van mevrouw Ashton verder uit te breiden.

Het inlassen van een overgangperiode om een deel van het huidige regime te redden en na te gaan hoeveel ruimte er is voor democratische expressie, is tot mislukking gedoemd. Zo zullen we immers de verwachtingen van de Egyptische jeugd beschamen.

Deze massabewegingen zijn niet te vergelijken met die welke Khomeini opriepen om terug te keren naar Iran. Hier zijn er stromingen aan het werk, die een ander soort opbouw van de democratie nastreven. We moeten hun de nodige bestaansmiddelen geven, met inachtneming van de nationale soevereiniteit en de publieke opinie. Europa kan hierbij een voortrekkersrol spelen, in tegenstelling tot anderen die bij de bevolking op minder sympathie kunnen rekenen. We verwachten dat Europa zich niet beperkt tot het maken van analyses, maar het voortouw neemt van die politieke revolutie die zich aan zijn grenzen afspeelt.

01.18 Patrick Dewael (Open Vld): Ik waardeer het pleidooi van de minister, zeker diens oproep tot een behoedzame aanpak, in het belang van goede en duurzame hervormingen. Hebben we een idee van de andere krachten, naast de Moslimbroederschap, die we zouden kunnen en moeten betrekken bij het hele proces? Dat is wellicht voer voor een volgend debat.

De **voorzitter**: Al doen we nog zo ons best om deze regimes in hun democratiseringsproces te steunen, als de landbouwprijzen blijven stijgen, zullen er nog opstanden uitbreken, niet alleen in Noord-Afrika en het Midden-Oosten, maar ook in andere regio's in de wereld. Dat is een belangrijke factor van instabiliteit. Wij moeten aandachtig blijven voor het aanbod aan landbouwproducten, dat immers trager lijkt te stijgen dan de vraag. Biobrandstoffen, *land grabbing*, er zijn tal van zorgwekkende fenomenen.

Ten tweede ben ik ervan overtuigd dat de Moslimbroeders bij vrije verkiezingen een uitstekend resultaat zullen behalen. Zij hebben een fijnmazig netwerk uitgebouwd van sociale bijstand, klinieken en scholen, wat eigenlijk een taak was van de regering. Hamas doet hetzelfde. Laat ons echter niet dezelfde fout begaan als met Hamas. Of wij nu sympathie of antipathie voelen voor wie de verkiezingen wint, er moet worden onderhandeld, overlegd. Wij mogen hun niet het gevoel geven dat wij hen verwerpen. Dat haalt het hele democratische discours onderuit.

Ten derde moeten wij naar mijn mening nauw overleg plegen met de Verenigde Staten, ook al hoeven wij niet hetzelfde standpunt te hebben. De Verenigde Staten verlenen Egypte veel steun. Wij moeten hen proberen te overtuigen van onze ideeën en ervoor zorgen dat hun hefbomen de zaken in beweging brengen.

Ten vierde is het belangrijk dat het mandaat van de leiders in de tijd wordt beperkt. Alle dictators hebben in het begin goede dingen gedaan, maar zijn te lang aan het bewind gebleven! Mocht Mubarak tien jaar geleden vertrokken zijn, dan had iedereen erkend dat hij op sommige vlakken goed werk heeft geleverd. Dat was ook het geval voor Mobutu, Habyarimana of Ben Ali. Die leiders hebben zich vastgeklampt aan de macht. Ongeacht de kwaliteiten van de betrokkenen, moet hun uitvoerend mandaat tot een periode van acht of tien jaar worden beperkt.

01.19 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Mijnheer Dewael, ik heb inderdaad niet veel gezegd over het zoeken naar alternatieve krachten. Mubarak heeft een sterk vacuüm gecreëerd en daarin verschilt Egypte van het Tunesische verhaal. Het is moeilijker om alternatieven te vinden, maar als men gelooft in de democratie, moet men vertrouwen durven hebben in de kracht ervan.

01.20 Christiane Vienne (PS): Ik zou willen dat we de resolutie kunnen bespreken, want ze houdt verband met het eerste punt.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de terroristische aanslagen tegen koptische christenen in Egypte"

(nr. 1917)

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het geweld tegen christenen in Nigeria" (nr. 1918)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het verband tussen aanslagen tegen christenen in diverse landen" (nr. 1919)
- de heer Christian Brotcorne aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het geweld tegen de kopten in Egypte" (nr. 2084)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "arrestaties van christenen in Iran" (nr. 2126)
- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het geweld tegen christenen in het Midden-Oosten" (nr. 2300)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Mor Gabriëlklooster in Turkije" (nr. 2420)

02.01 **Alexandra Colen** (VB): Op oudejaarsavond was er een terroristische aanslag tegen een kerk van koptische christenen in Alexandrië.

Klopt het dat de Egyptische veiligheidsdienst zich kort voor de aanslag heeft teruggetrokken? Heeft de ambassadeur in Egypte daarover al uitleg gegeven? Hoe reageert België op de spanningen tussen christenen en moslims in Egypte?

Ook in Nigeria werd op kerstavond een bloedbad aangericht tegen christenen, het zoveelste incident in een lange reeks.

Heeft de Belgische regering al dan niet al een geleidelijke verbetering kunnen vaststellen van de situatie aldaar, en zal ons land zijn bekommernis hierover meedelen aan de Nigeriaanse autoriteiten? Zal er iets worden ondernomen in EU-verband?

Ik had graag een wat duidelijker Europese verwijzing gehoord naar het feit dat het gaat om christenen, vermits hier toch sprake lijkt te zijn van een zekere systematiek en van een toenemend aantal gewelddaden in diverse landen.

Heeft de Belgische regering weet van een mogelijk verband tussen al die terroristische aanslagen op christenen in Egypte, Irak en Nigeria? Zal de EU deze kwestie blijven opvolgen en proberen een eind te maken aan deze discriminatie?

Volgens een artikel in de *Washington Post* werden rond Kerstmis ook zowat 70 christenen opgepakt in Iran en geruchten doen de ronde dat ze worden gemarteld opdat ze hun geloof zouden afzweren.

Werden al stappen ondernomen om deze mensen vrij te krijgen? Zullen België en de EU bij de Iraanse autoriteiten aandringen op hun onmiddellijke vrijlating?

En algemener, wordt er systematisch gereageerd op dergelijke aanslagen en vervolgingen jegens christenen in de wereld?

02.02 **Christian Brotcorne** (cdH): Vorig jaar nam ons Parlement een resolutie over de godsdienstige en levensbeschouwelijke minderheden in het Nabije Oosten en in het Midden-Oosten eenparig aan. Daarin werden de overheden van de landen waar godsdienstige onverdraagzaamheid heerst, aangemoedigd om de teksten van internationaal recht die de vrijheid van denken, van overtuiging en van godsdienst beschermen in hun nationaal recht om te zetten, om de situatie van bedreigde religieuze minderheden in aanmerking te nemen en om de Europese Unie aan te manen tot waakzaamheid, politieke actie en samenwerking.

Op 31 januari jongstleden werd de situatie in Egypte inderdaad besproken op de Europese Raad, maar de kwestie van de christenen in het Oosten stond niet op de agenda. Na de aanvallen tegen christenen in het Oosten kunnen de 27 lidstaten het blijkbaar niet eens worden over een gemeenschappelijke verklaring. In één van de teksten werd Lady Ashton opgeroepen concrete voorstellen uit te werken, maar door het feit dat men almaar naar de kleinste gemene deler zoekt, wordt er niets beslist.

Wat vindt u van die resolutie, van de tenuitvoerlegging ervan en van het feit dat de Europese lidstaten het moeilijk hebben om overeenstemming dienaangaande te bereiken?

02.03 Denis Ducarme (MR): Het vandalisme en het geweld tegen de christelijke kerk in Egypte doen de discussie over de bescherming van de christelijke minderheden in het Midden-Oosten weer opblaaien. Ongeveer 13 miljoen mensen maken deel uit van die minderheden. Egypte is een van de landen waar die minderheden het het moeilijkst hebben. We dienen vandaag een voorstel van resolutie dienaangaande in, waarin we naar het voorstel van resolutie van de heer Brotcorne verwijzen. In deze resolutie vragen we vooral dat de Europese Unie voor de naleving van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, en meer bepaald van het artikel 18 over godsdienstvrijheid en de bescherming van de religieuze minderheden, ijvert.

Hoe kan men deze discriminaties beoordelen? Beschikt u in dit verband over recente nationale en internationale rapporten? Hoeveel daden van geweld werden er gepleegd tegen deze christenen? Zouden die discriminaties tot het vertrek van de christenen uit die landen kunnen leiden?

Wordt deze problematiek aangekaart met de vertegenwoordigers van de betrokken landen, in het kader van uw bilaterale contacten?

Getuigt het gebrek aan actie vanwege de EU en de diensten van mevrouw Ashton niet van een zekere onverschilligheid?

02.04 Minister Steven Vanackere (Nederlands): Inzake de aanslagen tegen koptische christenen in Egypte is er geen objectief element dat het gerucht bevestigt van een terugtrekking van de Egyptische veiligheidsdiensten voor de aanslag. Ik zal de Egyptische ambassadeur hierover niet aanspreken, vermits we niet de gewoonte hebben om geruchten als bron te gebruiken. Mijn medewerkers hadden wel contact met de Egyptische ambassadeur over de aanslag en zijn gevolgen. Ook de Belgische diplomaten in Caïro overlegden met de plaatselijke autoriteiten.

Ik heb een paar weken geleden de algemene problematiek van de bescherming van de religieuze minderheden persoonlijk aangekaart op een lunch met de Arabische ambassadeurs in Brussel.

(Frans) Na de aanslag heb ik mijn steun uitgesproken voor de inspanningen die de Egyptische autoriteiten leveren om de daders snel te berechten. De gevolgen van die aanslag en het recht op de vrijheid van godsdiensttoefening worden op Europees niveau besproken. Dat stond al op de agenda van de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari.

In de bilaterale contacten die ons land met Egypte onderhoudt, kaarten wij alle vormen van discriminatie aan.

(Nederlands) Het EU-associeringsakkoord met Egypte is een goed forum om in dialoog te treden over het wegwerken van discriminaties. Het zal voornamelijk op lange termijn resultaten opleveren. De EU laat in haar opeenvolgende contacten met Egypte niet na om het land aan zijn engagementen te herinneren.

De aanslag is mogelijk het werk van buitenlandse elementen en lijkt in de lijn te liggen van eerdere aanslagen tegen christenen in de regio.

In Nigeria richt het geweld zich niet enkel tegen de christenen. Etnisch en interreligieus geweld in het algemeen vormen een aanhoudend fenomeen dat in het licht van de nakende verkiezingen zelfs toeneemt. Sommige populistische kandidaten deïnen er niet voor terug om in te spelen op de weinig rationele etnische of religieuze gevoelens van hun achterban. Ook terreurgroepen zien de electorale kalender als een gelegenheid om hun boodschap op het voorplan te brengen. De gewelddadige acties van de voorbije weken en maanden van diverse terreurgroepen afkomstig uit zowel de noordelijke deelstaten als uit de zuidelijk gelegen Nigerdelta bewijzen dit. Het geweld is niet louter religieus geïnspireerd en blijft evenmin beperkt tot een bepaalde religieuze of etnische groep.

De Nigeriaanse overheid deed de voorbije jaren in de strijd tegen het religieus extremisme en de terreur bijkomende inspanningen, onder meer via de verhoogde inzet van de veiligheidsdiensten. Deze inspanningen konden de recente gewelduitbarstingen helaas niet voorkomen.

De EU overlegt regelmatig met de Nigeriaanse overheid in het kader van de politieke dialoog. In een gezamenlijke strategie legt men de nadruk op thema's als vrede en veiligheid, goed bestuur en mensenrechten. De strategie wordt ondersteund met aanzienlijke middelen uit het Europees Ontwikkelingsfonds. Inzake mensenrechten wordt onder meer aandacht besteed aan inspanningen ter voorkoming van etnische, religieuze en maatschappelijke discriminatie.

Op 4 januari werd een aantal christelijke missionarissen aangehouden in de provincie Teheran. Er werd geen informatie gegeven betreffende hun identiteit of nationaliteit. Ik heb geen weet van de arrestatie van Belgen. Tot nu toe kreeg onze ambassade alleszins nog geen oproep voor consulaire bijstand van getroffen landgenoten.

De eigendomsperikelen van het Mor Gabriel-klooster in Turkije zijn mij bekend. De uitspraak van 26 januari is slechts een van de stappen in een complexe rechtsprocedure die nog geruime tijd zal aanslepen. Algemeen wordt verwacht dat het klooster beroep zal aantekenen. Dit dossier wordt regelmatig besproken op de vergaderingen van de EU-ambassadeurs in Ankara. De Belgische ambassadeur heeft de rechtszaken niet zelf bijgewoond. Deze rechtszaken staan inderdaad haaks op de lijn van de regering-Erdogan. De EU heeft de Turkse regering dan ook gewezen op de impact van deze rechtszaken op het imago van Turkije. Als lid van de Raad van Europa en als kandidaat-lid van de EU moet Turkije waken over de naleving van de rechten van zijn religieuze minderheden. België evalueert regelmatig de situatie van religieuze minderheden in Turkije. Ik heb zelf in augustus 2010 vertegenwoordigers van de verschillende religieuze minderheden in Turkije ontmoet. Ook vestig ik bij mijn contacten met de Turkse autoriteiten steeds de aandacht op de rechten van religieuze niet-moslim minderheden.

Dit gevoelige en symbolische dossier is een nuttige graadmeter voor de ernst van Turkije om zich te conformeren aan de waarden en vereisten voor een EU-toetreding.

(Frans) Wat de vragen van de heer Ducarme en mevrouw Colen betreft, bevestig ik mijn antwoorden op vorige vragen in verband met de opvolging van resolutie 2031 betreffende de instandhouding van de christelijke gemeenschappen, de religieuze en levensbeschouwelijke minderheden in het Nabije Oosten, het Midden-Oosten en de rest van de wereld.

Discriminatie van, of zelfs geweld tegen, de religieuze of levensbeschouwelijke minderheden in het Midden-Oosten en elders, en niet alleen de christelijke minderheden, zijn een bron van grote bezorgdheid.

De Belgische gemeenschap in Egypte telt iets meer dan 800 landgenoten en in Irak wonen er ongeveer 20 Belgen. Lokale gemeenschappen zijn echter het doelwit, niet onze landgenoten.

Elke keer dat iemand wordt gediscrimineerd of het slachtoffer wordt van geweld wegens zijn godsdienst, zijn geloofsovertuiging of zijn levensbeschouwelijke overtuiging, is dat een inbreuk op de godsdienstvrijheid of de vrijheid van overtuiging, zoals die gewaarborgd worden door het VN-Handvest, de Universele Verklaring van de rechten van de mens en het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Voor recente rapporten verwijs ik u naar de website van Amnesty International, Human Rights Watch, Fédération internationale des droits de l'homme, Christian Solidarity Worldwide en het debat dat op 19 januari jongstleden in het Europees Parlement in Straatsburg gevoerd werd.

(Nederlands) Ik weet niet of de aanslagen tegen christenen in Egypte, Irak en Nigeria een operationeel verband hebben. Vaak is het de bedoeling deze gemeenschappen te doen emigreren of de lokale overheid te destabiliseren.

(Frans) De Iraakse christenen die hun land verlaten, kunnen op tal van plaatsen asiel vragen. Velen van hen vluchten naar Syrië, Jordanië en Libanon of trekken zich in eigen land terug in de overwegend Koerdische gebieden in het noorden. Deze mensen voldoen aan de criteria voor politiek asiel. Wat de opvang van deze asielzoekers in België betreft, verwijs ik u naar de staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid.

Ik had onlangs een werklunch met de Arabische ambassadeurs in Brussel. Tijdens die lunch heb ik onze bezorgdheid geuit over de christelijke minderheden en de godsdienstvrijheid. Die boodschap werd goed

begrepen.

De Europese Raad heeft in november 2009 conclusies aangenomen met betrekking tot de bevordering en verdediging van de vrijheid van godsdienst en van overtuiging. Daarin worden alle vormen van discriminatie, intolerantie en geweld op grond van godsdienst veroordeeld. De EU en haar lidstaten hebben hierover zowel multilaterale als bilaterale acties op het getouw gezet. In juni 2010 heeft de EU maatregelen genomen om de vrijheid van godsdienst en van overtuiging te bevorderen. Tijdens ons voorzitterschap hebben België en de diensten van de hoge vertegenwoordiger verder werk gemaakt van deze maatregelen, die voortaan worden opgenomen in een benadering van de mensenrechten, die per land wordt ontwikkeld. Tijdens dit voorzitterschap heeft ons land deelgenomen aan diverse dialogen van de EU met derde landen over de mensenrechten, waarbij we systematisch deze kwestie ter sprake hebben gebracht. En België zal dat blijven doen.

Tijdens de universele periodieke doorlichting waaraan alle VN-lidstaten onderworpen zijn, heeft België in 2010 ten aanzien van negentien landen aanbevelingen geformuleerd, waaronder ook aanbevelingen gericht aan Iran en Irak met betrekking tot de eerbiediging van de vrijheid van godsdienst en van overtuiging en de rechten van religieuze minderheden.

Tijdens het Belgisch voorzitterschap heeft België een sleutelrol gespeeld in de goedkeuring van de resolutie over de vrijheid van godsdienst of van overtuiging die namens de EU was ingediend. België heeft een even belangrijke rol gespeeld in het verzet tegen de goedkeuring van de ontwerpresolutie van de Organisatie van de Islamitische Conferentie over de godsdienstbelasting.

Ten slotte wil België, als lid van de VN-Mensenrechtenraad, de discriminaties van en het geweld tegen de religieuze minderheden, waaronder de christelijke minderheid, aankaarten tijdens de volgende vergadering in maart 2011.

(Nederlands) Elke poging om de stabiliteit in die landen en het vreedzaam samenleven van moslims en christenen te verstoren, moet worden veroordeeld. De verschillende aanslagen werden door de lokale autoriteiten en wereldwijd veroordeeld. De Europese Unie en België steunen de lokale autoriteiten bij hun inspanningen om de daders voor het gerecht te brengen en om de veiligheid te bevorderen.

De vragen om rekening te houden met de eerbiediging van de godsdienstvrijheid in de ontwikkelingssamenwerking en de hulp aan derde landen, moet men aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking stellen.

02.05 Alexandra Colen (VB): De gerechtelijke acties om de landerijen van het Mor Gabriëlklooster te confisqueren, gingen wat verloren in mijn vraagstelling. Ik ben blij dat dit gevolgd wordt vanuit Europa. Dit is duidelijk een discriminatoir initiatief van de autoriteiten zelf.

Deze thematiek zal terugkomen. Ik waardeer de opsomming van de uitingen van bezorgdheid door de minister, maar ik betreur dat men in Europees verband niet wat krachtadiger is nu christenen worden gevisieerd. Er is systematische discriminatie. Nu blijkt dat er ook steeds meer vervolgingen en aanslagen zijn. Dit zijn geen acties tegen individuen, maar eerder een soort zuiveringsoperaties.

Ik dring erop aan om in extreme gevallen Europese sancties te overwegen.

We moeten niet alleen waakzaam blijven, maar ook concrete, krachtadige acties overwegen.

02.06 Christian Brotcorne (cdH): Ik ben verheugd dat u de uitdrukking '*communautés locales*' (lokale gemeenschappen) hebt gebruikt, want de aanslagen waren gericht tegen de mensen die daar wonen en niet tegen de buitenlanders. Het is dus de plaatselijke leefgemeenschap die in het gedrang komt.

Alle godsdiensten verdienen respect en mogen door niemand worden belasterd.

02.07 Denis Ducarme (MR): Geen enkele demarche van de Verenigde Naties of van Europa heeft al resultaten opgeleverd, wel in tegendeel. Als er in dit soort dossiers geen resultaten kunnen worden geboekt, dan zal op een dag het wederkerigheidsbeginsel worden opgeëist, wat niet wenselijk is.

U had het over de afronding van het dossier tijdens de volgende Europese Raad. Wij zullen daar dan op terugkomen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.13 uur.